



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nantes, le 10 septembre 2021

Journées Nationales de France urbaine : Le Premier ministre fait des annonces précises et ouvre des perspectives à concrétiser. France urbaine fait des propositions pour une nouvelle approche de la décentralisation

La 4^e édition des Journées nationales de France urbaine s'est conclue à Nantes ce vendredi 10 septembre 2021, en présence de Jean Castex, Premier ministre, et de Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Alors que la crise sanitaire avait conduit à annuler l'édition 2020, ce sont près de 900 élus, professionnels des grandes villes, agglomérations et métropoles, partenaires et experts qui se sont réunis à l'invitation de Johanna Rolland, Maire de Nantes, présidente de Nantes Métropole, présidente de France urbaine, pour deux jours d'échanges, de partage et de propositions.

L'occasion de réaffirmer une réalité : depuis 18 mois, les territoires urbains n'ont eu de cesse d'incarner, dans leur mobilisation au quotidien face à la crise sanitaire, les valeurs responsabilité, d'autonomie, de confiance et de dialogue que porte France urbaine depuis sa création.

Johanna Rolland, au nom des membres de France urbaine, a interpellé le Premier ministre sur l'urgence à donner aux territoires urbains les marges de manœuvre nécessaires pour faire face aux enjeux de la relance et aux défis sociaux, écologiques et économiques, et continuer à préparer l'avenir : cela passe d'abord par la reconnaissance de l'ampleur de leur contribution à la lutte contre la crise sanitaire, ensuite par la concrétisation d'une confiance accrue – en matière d'expérimentation ou de différenciation – pour contribuer à faire vivre, de manière encore plus efficace, les principes de la République. **A cet égard, le futur texte de décentralisation, dont l'examen a été confirmé par le Premier ministre, est attendu, à condition, naturellement, qu'il n'entraîne pas de régressions au statut des intercommunalités urbaines.**

De plus, **en complément des dispositions déjà annoncées pour l'Ile-de-France, Marseille et Toulouse, le Premier ministre a annoncé une enveloppe supplémentaire de 400 millions d'euros pour le financement des transports en commun en site propre.** Par ailleurs, l'abondement de 350 millions d'euros des crédits alloués aux Contrats de relance et de transition écologique (CRTE) permettront d'accompagner les dépenses d'investissements et d'études des grandes villes, agglomérations et métropoles.

Alors que les conséquences sociales de la crise imposent une efficacité renforcée de l'action publique et une méthode de travail renouvelée avec l'Etat, **le Premier ministre s'est montré favorable au dispositif d'expérimentation proposé par France urbaine pour lutter contre la précarité des jeunes.** Les élus urbains attendent désormais une méthode opérationnelle et un calendrier concret pour apporter les solutions les plus adaptées et les plus efficaces pour les jeunes.

Ces Journées Nationales ont été aussi l'occasion de dévoiler la vision de la décentralisation que France urbaine portera en vue de l'élection présidentielle. C'est sur cette base que les commissions et groupes de travail de France urbaine vont continuer à travailler d'ici le début de l'année 2022 pour préparer une plateforme de dialogue en vue du débat démocratique à venir. D'ores-et-déjà, trois exemples illustrent cette nouvelle approche de décentralisation confiante : la rénovation thermique des logements, la lutte contre la précarité des jeunes et une politique de la ville renouvelée.

France urbaine se réjouit que le Premier ministre ait publiquement reconnu que les grandes villes et les territoires urbains ont été les plus touchés par la crise, confrontés à la fois à une baisse drastique de leurs ressources et à la nécessité de déployer les mesures d'urgence nécessaires pour ne laisser personne au bord du chemin. Il s'est déclaré vigilant à ce que leur équilibre financier ne soit pas mis en péril : les membres de France urbaine feront des propositions lors des prochaines Rencontres Finances publiques le 23 septembre prochain en vue du projet de loi de finances pour 2022.

Contacts presse :

France urbaine

Benoît CORMIER

b.cormier@franceurbaine.org

06 40 86 45 38